

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Grève dans la santé : un

À Owendo, les activités du Centre hospitalier universitaire (CHU) n'ont pas été impactées hier par le mouvement d'humeur lancé par la coalition des syndicats de la santé le 24 février passé. Libreville et son CHU ont connu, lundi, une journée mouvementée, avec la fermeture du portail principal, suivant le durcissement de la grève, avant que celle d'hier ne s'ouvre sur un service minimum.

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

EN arrivant hier au Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL), nous nous attendions à y trouver des barricades dressées par les agents de santé syndicalisés, qui avaient déclenché un mouvement de grève le 24 février passé pour revendiquer des points, allant du paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP) à la réouverture d'écoles de santé. Ce fut plutôt un portail de l'entrée principale à demi-ouvert (alors qu'il avait été complètement fermé la veille), pour permettre aux usagers et au personnel de passer plus tranquillement, et surtout des bandes de tissu rouge attachées sur les bancs, les arbustes et les moindres objets se trouvant dans les environs de l'entrée principale que nous avons vus. "Ce sont les grévistes qui ont souhaité marquer leur mécontentement en imposant la couleur rouge, au regard des gens et des patients. Pour rappeler que le secteur de la santé est bien en grève", a expliqué un vigile au reporter de l'Union.

À l'intérieur, rien ne semblait indiquer, outre les symboles relevés plus haut, que le CHUL avait été, la veille, le théâtre de la fermeture du portail principal. Au niveau des urgences, même si l'après-midi était déjà bien entamé, les patients étaient reçus. Comme dans les autres services. "Dommage que vous soyez passés aussi tard. Normalement, il y avait plus de personnes dans notre établissement ce matin. Maintenant, il ne reste que quelques malades et des agents qui sont en train de terminer leur service", a affirmé une infirmière. "En somme, nous respectons le service minimum. Même si ce n'en est plus vraiment un,

puisque nous recevons plus de personnes que durant une telle circonstance", a-t-elle poursuivi.

Si la structure de Libreville a connu, en deux jours, des remous, le Centre hospitalier universitaire d'Owendo (CHUO) a lui connu, durant cette période, une forte affluence. Conséquence principale de la fermeture du portail au CHUL, lundi. "Nous avons connu un pic le lundi matin, surtout après la

«Nous sommes en grève parce que nous défendons nos droits. Ne vous fiez pas aux apparences. Mais cela ne nous empêche pas de travailler», a lancé, un brin furibond, un médecin

fermeture du CHUL par les syndicats. Les patients venant en masse vers nous. Nous sommes en train de revenir à la normale. Pour le moment, notre structure travaille normalement et n'a pas été impactée par la décision des syndicats. J'espère que la situation entre ces derniers et le gouvernement va vite s'arranger, pour que nous ne le soyons pas", a expliqué hier le directeur général du CHUO, Élise Eyang Obame. Mais si les infirmiers et autres agents rencontrés au CHUO comme au CHUL ont tenu à rappeler que le bien-être du patient demeurait leur principale préoccupation, ils ont très souvent indiqué que les revendications de la coalition des syndicats de la santé étaient "normales", à leurs yeux. "Nous sommes en grève parce que nous défendons nos droits. Ne vous fiez pas aux apparences. Mais cela ne nous empêche pas de travailler", a lancé, un brin

furibond, un médecin dans les couloirs du CHUO.

Au CHUL, ce fut le même son de cloche : "Nous sommes là parce que nous savons que cela doit nuire le moins possible à nos concitoyens. Mais, nous savons que ces revendications sont légitimes", poursuit l'infirmière évoquée plus haut.

Sur la table du gouvernement se trouvent trois principales doléances : le paiement de la Prime d'incitation à la performance (PIP) du 2e trimestre 2015, la régularisation des situations administratives des agents et la réouverture des Écoles provinciales de formation et d'actions sanitaires et sociales (EPFASS) de Makokou et Mouila. Selon d'autres médias, ces entités auraient bénéficié d'un financement de la Banque africaine de développement (BAD) pour une réhabilitation dans les prochains mois.

De toute évidence, ces revendications risquent d'être une source de conflit entre le gouvernement et les syndicats pendant les heures et les jours qui viennent.



L'accueil du Centre hospitalier universitaire de la commune d'Owendo

LES REVENDICATIONS DES SYNDICATS DE LA SANTÉ

- Le paiement de la PIP du 2e trimestre 2015
- La réouverture des écoles de santé de Makokou et de Mouila
- La régularisation de la situation administrative et financière des agents en présalaires.
- L'amélioration des conditions de travail
- Les médicaments pour les malades

mouvement très doux

Résolution des maux: un quasi-statut quo

Prissilia M MOUITY
Libreville/Gabon

LA grève dans les établissements sanitaires de proximité s'est progressivement étendue aux grandes structures hospitalières, avec l'entrée en scène du Syndicat des médecins fonctionnaires gabonais (Symefoga). C'est presque devenu une tradition. Les tensions observées dans le secteur de la santé n'étonnent presque plus grand monde.

Depuis plusieurs années déjà, les grèves s'enchaînent dans la maison santé. Elles sont, dans le fond, la résultante de plusieurs maux conjugués. Entre autres: les mauvaises conditions de travail du personnel, l'absence de médicaments, l'obsolescence du matériel, l'absence de tout dispositif médical ou presque dans les hôpitaux et autres dispensaires. À ces maux non exhaustifs est venu se greffer le non-paiement de la PIP (Prime d'incitation à la performance) du 2e trimestre 2015, revendiqué par les syndicats de santé.

Les points de revendication actuels sont restés quasiment les mêmes au cours des deux dernières années. Malgré leurs



Photo: Wilfried MBINAH

Au CHUL comme ailleurs, rien ne semblé avoir bougé.

multiples poussées de fièvre, les grévistes des hôpitaux publics n'ont jamais obtenu une satisfaction globale. Ce qui, aujourd'hui,

Les points de revendication actuels sont restés quasiment les mêmes au cours des deux dernières années.

est à l'origine de la crise observée depuis plus d'une semaine, l'était déjà sous l'ère Denise Mekam'ne, voire avant. C'est à croire que les personnels de santé et leur tutelle parlent un langage de sourds. C'est du moins ce que l'on peut dire, au vu des grèves

persistantes dans ce secteur vital. Et, de ce point de vue, les syndicalistes dénoncent, pour le déplorer, l'attitude de la tutelle qui, manifestement, serait indifférente face aux problèmes qu'ils posent. Pour ne citer que le non-paiement de la PIP, élément déclencheur de cette énième crise qui daterait de 2015. La preuve que les points de discorde d'aujourd'hui sont ceux d'hier. Il n'empêche que les hautes autorités ont pris la mesure du problème en s'attendant à résoudre à court, moyen et long termes les maux qui minent le département de la Santé, afin de sortir de ce cercle vicieux dans lequel il s'enlève d'année en année.



comme d'ordinaire., hier en fin de matinée.

"Je donnerai mes soins à l'indigent.."

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

DEPUIS quelques jours, le système sanitaire gabonais est sous anesthésie générale. Après plusieurs actions d'avertissement, les blouses blanches ont opté pour la suspension de leurs activités. Une situation qui affecte de prime abord les patients qui, durant cette période, n'auront droit qu'à un modeste service minimum, tel que l'exige le Statut général de la Fonction publique.

En effet, celui-ci stipule que "le service minimum est organisé par les autorités de la ligne hié-

rarchique. À cet effet, les représentants des agents syndiqués et non syndiqués sont tenus de mettre à leur disposition les agents nécessaires pour y procéder". Si cette mesure préconisée vise à respecter les textes, il reste que le mal demeure et que les conséquences de cette grève se manifesteront en cascade avec ces nombreux malades atteints d'affections sévères qui ne pourront pas être correctement pris en charge. Alors que ce secteur est, une fois de plus, en ébullition, il y a lieu de se demander ce que penserait le "père" de la médecine, Hippocrate, devant ces nombreux malades qui seront laissés-pour-compte au profit des

revendications "légitimes".

" Je donnerai mes soins à l'indigent et à quiconque me les demandera. Je ne me laisserai pas influencer par la soif du gain ou la recherche de la gloire "... Nos médecins auraient-ils oublié ce principe fondateur de leur pratique? Au nom de ce sacerdoce, nos médecins ne sont-ils pas tenus de mettre de l'eau dans leur vin

au profit des nombreuses vies sur lesquelles repose leur engagement professionnel? Cette énième paralysie des personnels de soins, à l'image d'une verrue sur le visage, étale, une fois de plus, les nombreuses pathologies de notre système hospitalier et la légèreté du serment "d'hypocrites". Entre service minimum et sacerdoce de nos praticiens, se trouve également le gouvernement. Le moment n'est-il pas venu de trouver le traitement adéquat capable de sortir notre service sanitaire de cette agonie dans laquelle il sombre depuis ces dix dernières années?



Photo: Wilfried MBINAH